

Au *Myanmar*, les marques de *mode occidentales* profitent du *coup d'État militaire*

Anthony Vincent 02 août 2022

Un nouveau rapport de l'ONG Business and Human Rights Resource Center, publié le 26 juillet 2022, alerte sur les droits du travail et droits humains qui reculent de plus en plus en ex-Birmanie, depuis le coup d'État militaire du 1er février 2021.

Beaucoup de personnes ont en tête certains pays communs à retrouver sur les étiquettes de vêtements de fast-fashion : le Cambodge, le Bangladesh, ou encore le Vietnam. Un autre pays inquiète particulièrement, soupçonné à « **risque extrême** » d'**esclavage moderne** par plusieurs ONG, le Myanmar. Dans cet État (ex-**Birmanie**) d'**Asie** du Sud-Est, entouré par l'**Inde**, le **Bangladesh**, la **Chine**, le **Laos** et la **Thaïlande**, l'instabilité politique a permis à plusieurs marques d'engranger encore plus de profits.

Les conséquences du coup d'État militaire au Myanmar sur l'industrie de la mode

En résumé, **Aung San Suu Kyi**, figure de l'opposition non violente à la dictature militaire qui sévit en Myanmar (et **prix Nobel de la paix** en 1991) a été chef du gouvernement de 2016 à 2021 (en tant que ministre du conseil d'État du président élu Htin Kyaw de la Ligue Nationale pour la démocratie). Jusqu'au 1er février 2021, où l'**armée** l'arrête et déclare l'état d'urgence pour un an. **Une sorte de coup d'État que de nombreuses marques de mode occidentales implantées dans le pays ont publiquement condamné... avant de repasser commande en privé.**

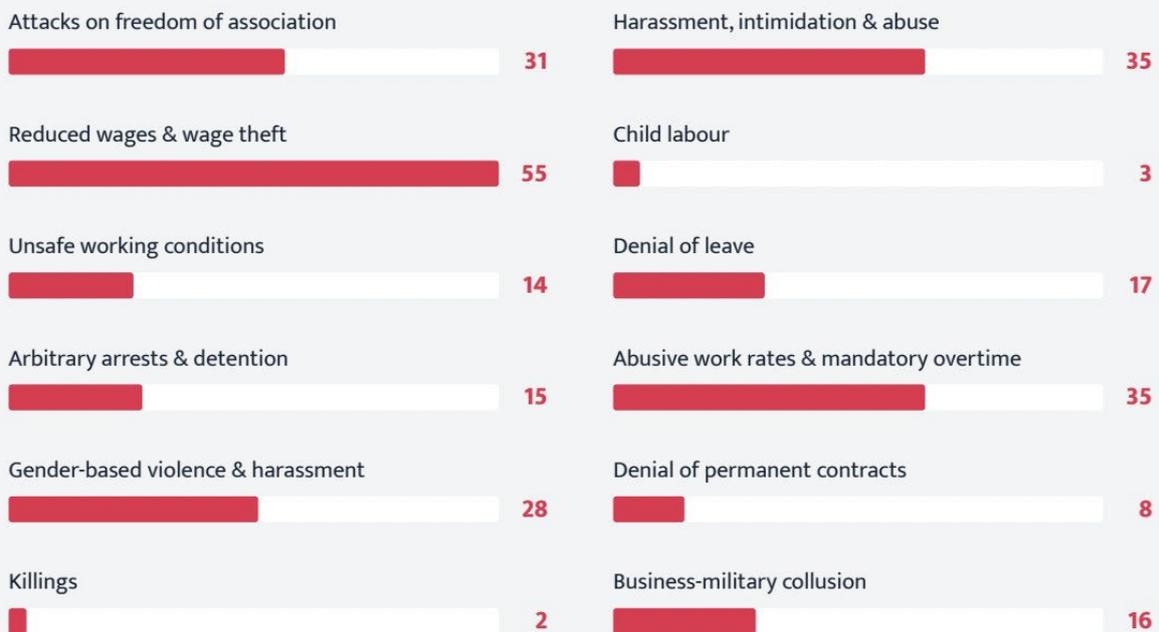
Un nouveau rapport de Business and Human Rights Resource Center, publié le 26 juillet 2022, relève les conditions de travail inhumaines des ouvriers textile, qui sont surtout des ouvrières, en Myanmar. Cette ONG qui étudie les droits humains pour les faire avancer à travers le monde a ainsi relevé plus d'une centaine de violations des droits du travail et des droits de l'homme :

« *L'armée birmane a illégalement pris le pouvoir le 1er février 2021. Depuis lors, les travailleurs de l'habillement — principalement des femmes — ont*

été en première ligne du mouvement de désobéissance civile du pays, risquant leur vie et leurs moyens de subsistance pour exiger la fin de la dictature et le rétablissement de la démocratie au Myanmar. Pour maintenir le pouvoir, l'armée a répondu à l'opposition et à la dissidence avec une force mortelle. Il a été rapporté qu'**au moins 55 militants syndicaux ont été tués et 301 dirigeants syndicaux et membres du mouvement ouvrier ont été arrêtés.**

[...] Les usines ont demandé la présence de militaires ou de policiers pour menacer les travailleurs et ont utilisé la dictature pour faire reculer les droits et les protections du travail durement acquis par les syndicats qui se sont battus au cours des deux dernières décennies. »

NUMBER OF ALLEGATIONS BY CATEGORY OF ABUSE



Les allégations d'abus relevés par le rapport de Business ans Human Rights Resource Center, dans les usines textiles de Myanmar.

Contre ces violences, l'Organisation Internationale du Travail (une agence spécialisée de l'ONU depuis 1946) a créé une commission d'enquête dès mars 2022. Elle déplore ainsi « *du harcèlement, de l'intimidation et des arrestations et détentions arbitraires de travailleurs militants, syndicalistes et autres, y compris les [Rohingyas](#), dans l'exercice de leurs droits humains.* »

Ces marques de mode occidentales qui profitent du coup d'État au Myanmar

Business ans Human Rights Resource Center a observé **auprès de 60.800 travailleurs de l'habillement réparti dans 70 usines textiles de Myanmar plus de 100 graves violations des droits du travail et des droits humains**, relevant d'abus systémiques dans les chaînes d'approvisionnement des marques internationales. Les usines étudiées fourniraient ou auraient récemment fourni **C&A, Inditex (Zara, Bershka), Fast Retailing (UNIQLO), GUESS, H&M, Lidl, New Look, ou encore Primark.**

Si les syndicats locaux et internationaux appellent à ce que les marques internationales se retirent de Myanmar tant que la démocratie n'est pas rétablie, seules deux entreprises se sont exécutées ces derniers mois : Tesco et ALDI South. D'après les syndicats, les marques qui restent au Myanmar bénéficient de la répression des droits du travail sous le **régime militaire**. Signe qu'elles donnent la priorité aux profits plutôt qu'aux droits humains de **ces ouvriers dont 90% sont des femmes** (et elles gagnent moins de 2 dollars par jour dans ces circonstances).

Contactées par le média spécialisé ***Business of Fashion*** au sujet de ce rapport, les marques concernées ont joué différentes cartes pour se défaire :

« Inditex a contesté certaines des allégations et a déclaré qu'il travaillait avec les fournisseurs pour résoudre tout problème dans une réponse écrite au rapport. Mango a déclaré ne plus opérer au Myanmar. Le groupe H&M s'est refusé à tout commentaire. »